



Sous la direction de Karl Hanson

---

# **L'âge de la responsabilité pénale en Suisse : pourquoi dix ans ? Quelques pistes de compréhension à la lumière de l'histoire.**

## **MÉMOIRE – Orientation professionnalisante**

Présenté à  
l'Unité d'Enseignement et de Recherche en Droits de l'enfant  
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch  
pour l'obtention du grade de Master of Arts Interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Anne-Cécile FAUQUEX-MORET

de

Bourg-St-Pierre (VS) et Bourg-en-Lavaux (VD)

Mémoire No DE2013/MIDE11-12/18

SION

Mai 2013

## Résumé exécutif

Le droit pénal suisse des mineurs est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 après une gestation de plus de vingt ans. Il s'applique aux enfants infracteurs dès l'âge de 10 ans. Ce seuil de minorité pénale est parmi les plus bas d'Europe et du monde. Il suscite les critiques, notamment de la part du Comité des droits de l'enfant. L'avant-projet soumis en consultation prévoyait un seuil plus élevé (12 ans), qui semblait faire consensus. Le Conseil fédéral ne l'a pourtant pas retenu dans son message aux Chambres et le Parlement s'est accordé sur l'âge actuel. Au fil d'un parcours historique et sur la base des résultats de la procédure de consultation lancée en 1993, ce travail aborde la thématique sous un angle interdisciplinaire et s'attache à comprendre les motivations des acteurs consultés et du Conseil fédéral pour ne pas augmenter l'âge minimum de l'intervention pénale à la hauteur recommandée par les experts. Il met également en perspective les positions des uns et des autres à la lumière des enseignements de la Convention des droits de l'enfant et des derniers développements débattus par des acteurs importants dans le champ des droits de l'enfant.

## Table des matières

Résumé exécutif .....	0
Introduction .....	1
1. Définitions .....	2
2. Aperçu historique de la question des seuils d'âge .....	4
2.1 Droit romain .....	4
2.2 Modèle français.....	6
2.3 Droits cantonaux en Suisse avant 1937.....	7
2.4 Situation en Europe .....	9
2.5 Situation internationale .....	10
3. Introduction du nouveau droit pénal des mineurs en Suisse, sous l'angle des seuils d'âge.....	11
3.1 Historique des travaux .....	11
3.2 L'avant-projet du Professeur Martin Stettler .....	12
3.3 La procédure de consultation .....	13
3.3.1 Seuil d'âge selon les cantons (tableau 1).....	14
3.3.2 Seuil d'âge selon les partis politiques (tableau 2) .....	15
3.3.3 Seuil d'âge selon les organisations intéressées (tableau 3) .....	15
3.4 Le message du Conseil fédéral.....	16
3.5 Le vote par les Chambres fédérales .....	17
3.5.1 Les débats au Conseil des Etats.....	17
3.5.2 Les débats au Conseil national.....	18
3.5.3 Le vote final par les Chambres fédérales .....	19
4. Analyse.....	19
4.1 Analyse des résultats de la procédure de consultation .....	19
4.1.1 L'argumentation des cantons (annexe 1) .....	19
4.1.2 L'argumentation des partis politiques (annexe 2).....	24
4.1.3 L'argumentation des organisations intéressées (annexe 3) .....	25
4.2 Analyse du message du Conseil fédéral.....	26
Conclusion .....	29
Références .....	30
Annexes .....	35

Annexe 1 : prise de position des cantons .....	35
Annexe 2 : prise de position des partis politiques .....	38
Annexe 3 : prise de position des organisations intéressées.....	40

## Introduction

L'âge de la responsabilité pénale de l'enfant en droit suisse est actuellement fixé à 10 ans. Ce chiffre place la Suisse parmi les pays du monde ayant les seuils les plus bas<sup>1</sup>, lui attirant les critiques du Comité des droits de l'enfant (2002) ou celles, indirectes, de l'Association internationale de droit pénal qui, en 2004 lors de son Congrès à Pékin, adopta une résolution fixant l'âge minimum de la responsabilité pénale à 14 ans. Entre 1942 et 1974, le Code pénal suisse avait fixé un seuil encore plus bas, établi à 6 ans, puis relevé ensuite à 7 ans. Lors des travaux de révision des dispositions concernant le droit pénal des mineurs, les experts préconisèrent de le porter à 12 ans. Le Conseil fédéral ne tint pas compte de ces recommandations et proposa un seuil d'âge à 10 ans, qui fut voté par le Parlement (art. 3 al. 1 DPMin). Quelle lecture faire de cette décision ? Ce travail s'attachera à broser le contexte historique de la question et de l'évolution des seuils d'âge, en morceaux choisis depuis le droit romain jusqu'à notre droit positif, afin de mieux comprendre les motivations exprimées par les différents acteurs qui se sont prononcés lors de la procédure de consultation concernant le nouveau droit pénal des mineurs. Si l'histoire à elle seule ne suffit pas à fonder le droit, en 1748, Montesquieu (cité par Bline, 2003) développait toutefois la thèse que le droit en était un produit complexe, lié à l'évolution d'une nation et fruit de multiples causes. Les lignes ci-dessous reprendront notamment parmi celles-ci la vision de l'enfant, les compétences et le statut que lui reconnaît une société (Cipriani, 2007, p. 216), les éclairages apportés par la psychologie du développement, la lecture politique de l'actualité délinquante des jeunes enfants et le fonctionnement des institutions helvétiques. Ce travail est le fruit d'une recherche de littérature et d'analyse des résultats de la procédure de consultation lancée par le Conseil fédéral en 1993. Il se propose d'éclairer les raisons qui ont pu fonder la prise de position gouvernementale de septembre 1998 sans prétendre néanmoins détenir une réponse évidente et unique : pour l'auteure en effet, apprendre est une recherche de sens.

---

<sup>1</sup> Selon Cipriani (2007, p. 205), l'âge médian international est actuellement à 12 ans, ce qui signifie que 89 pays ont un seuil inférieur (fixé à 11 ans ou plus bas), en porte-à-faux avec les standards internationaux reconnus. La Suisse partage sa place avec des pays qui, pour la plupart d'entre eux, relèvent du *English common law* (Cipriani, p. 203).

## 1. Définitions

Majorité pénale, minorité pénale, seuil d'âge, responsabilité pénale : ces notions sont utilisées parfois comme des synonymes, entraînant une confusion inutile dans une matière complexe et particulièrement subtile. Nous connaissons tous, pour les avoir franchies, les différentes étapes qui jalonnent le processus de maturation du citoyen auquel notre acte de naissance donne juridiquement vie : nous avons eu un jour l'âge d'aller à l'école, puis la loi nous a déclarés aptes à choisir nous-mêmes notre confession (art. 3 al. 3 Code civil suisse, CCS), à acheter du vin ou de la bière et nous a reconnu une liberté d'agir dans le domaine sexuel dès 16 ans (art. 187 Code pénal suisse, CPS) ; nous avons eu le droit d'effectuer des travaux légers dès l'âge de 13 ans (art. 7 al. 1 Convention n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi) puis celui de travailler, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'un travail dangereux, dès la fin de notre scolarité obligatoire (art. 2 al. 3 COIT n° 138) ; nous avons enfin franchi l'étape ultime, la majorité civile, une fois atteint l'âge de 18 ans révolus (art. 14 CCS). Sans être exhaustive, cette brève description a le mérite d'illustrer la complexité de la thématique : le champ de compétences et de responsabilités d'un individu s'étend au fur et à mesure qu'il se développe. Le critère le plus universellement utilisé pour différencier adultes et enfants est celui de l'âge. Comme l'a écrit Lazerges (1991) :

La double idée générale qui doit dominer la matière est qu'on se trompe toujours en fixant un seuil d'âge, mais qu'on est contraint de fixer des seuils d'âge. On se trompe toujours dans la mesure où le seuil d'âge est déterminé en fonction d'un développement moyen ou habituel de l'individu, en faisant abstraction de la multiplicité des situations. (...) Nous sommes contraints, nous juristes, de fixer des seuils d'âge parce que notre logique dominante est une logique binaire et non pas une logique du flou. On est mineur ou on est majeur (...). Notre droit positif s'organise autour de classifications qui s'accommodent infiniment mieux des différences de nature que des différences de degrés (p. 415-416).

Néanmoins, la fixation de seuils d'âge a toujours fait l'objet dans la doctrine de critiques de plusieurs ordres : arbitraire, manque de fiabilité, préférence pour un autre critère (p.ex. le critère de la compétence) et inconséquence (Hanson, 2008). Maes (2004) précise pour sa part qu'établir un seuil d'âge reste utile pour trois raisons : l'âge est l'un des motifs d'une juridiction distincte et spécialisée, la précision

permet de promouvoir la sécurité juridique et elle oblige à motiver les exceptions. En revanche, décider d'un âge ne « garantit pas en soi une justice à la taille de l'enfant ni un respect de ses droits et n'offre pas de garantie quant au contenu des mesures » (p. 22). Comme le proposait Rodham en 1973 (citée par Hanson), l'une des possibilités d'éviter le double écueil de l'arbitraire et du manque de fiabilité des seuils d'âge serait de les moduler en fonction des contextes.

Sans entrer plus avant dans le débat, franchir un seuil d'âge permet donc l'élargissement du champ des possibles. Cela ne donne pas pour autant automatiquement accès à tous les possibles : seule l'atteinte de la majorité ouvre cette perspective à l'individu. Ainsi en est-il également en matière pénale. Actuellement en Suisse, avant l'âge de 10 ans, aucun enfant ne sera déféré devant le juge des mineurs. De ce point de vue, il n'a pas encore atteint le seuil de l'âge minimum de la responsabilité pénale (en anglais, MACR, minimum age of criminal responsibility). Passé ce seuil de 10 ans, l'enfant, s'il a commis une infraction, se verra appliquer les principes définis dans le droit pénal des mineurs. Il en relèvera jusqu'à 18 ans (art. 3 al. 1 DPMin). Une fois cet âge atteint, s'il récidive, il sera considéré comme un adulte et traité d'après les règles du droit pénal ordinaire. Il aura donc accédé à la majorité pénale. Entre ces deux extrêmes, le champ des possibles n'est pas rigide : un mineur placé, qui en raison de son comportement doit exécuter une mesure disciplinaire et s'il est âgé de 17 ans, peut se voir transférer dans un établissement pour jeunes adultes pour l'exécution ou la poursuite de la mesure (art. 16 al. 3 DPMin) ; seuls les mineurs âgés de 15 ans au jour de l'infraction peuvent se voir infliger une amende (art. 24 DPMin) ; les peines privatives de liberté ne peuvent être ordonnées qu'à l'encontre de mineurs qui avaient atteint l'âge de 15 ans (16 ans pour les peines les plus lourdes) au moment de la commission de leur acte (art. 25 DPMin). Stettler (1986) définit ce régime de la minorité pénale absolue et relative comme une « exclusion de toute forme d'intervention de l'autorité pénale jusqu'à un âge déterminé (minorité pénale absolue) », une phase de minorité pénale relative « durant laquelle l'enfant bénéficie d'un statut particulier en matière juridictionnelle, de sanctions et de conditions d'exécution des décisions prises à son égard » et enfin l'accès à la majorité pénale (p. 28).

L'illustration ci-après reflète ce régime tel que défini par le droit pénal des mineurs au moment de son adoption, le 20 juin 2003.

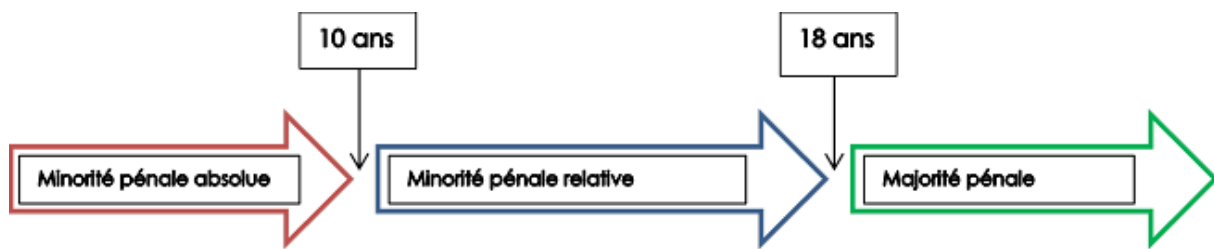


Illustration 1 : Régime de la minorité pénale absolue et relative (par l'auteure)

Si la vaste question de la responsabilité pénale relève tout à la fois des champs de la psychologie, de la médecine, du droit, de la pédagogie, de la philosophie et de la théologie (Lazerges, 1991), le traitement de la question des seuils d'âge a aussi varié au cours des siècles et influencé les réponses modernes à la délinquance des mineurs.

## 2. Aperçu historique de la question des seuils d'âge

Comme l'explique Cieślak (1977), sous l'angle historique, la question de la responsabilité des mineurs s'est posée dès lors qu'elle s'est heurtée à la coercition que pouvait exercer le chef de famille du fait de la puissance paternelle dont il était investi. Le père avait le pouvoir de châtier librement les mineurs, suivant les sociétés même de manière illimitée et incontrôlée, pour les actes commis à l'encontre de la famille ; la famille répondait dans son ensemble pour les actes commis au préjudice de tiers extérieurs à elle. Lorsque se constitua un pouvoir étatique fort, l'Etat intervint de manière plus ou moins intrusive dans ce processus répressif. Ce fut le droit romain qui posa puis précisa les fondements de la distinction pénale entre l'adulte et l'enfant (Mercier, 1997). Son rôle fut « décisif (...) dans l'évolution historique des règles de la responsabilité pénale des mineurs » (Cieślak, p. 401).

### 2.1 Droit romain

L'idée qui s'imposa dès le Vème siècle av. J. C. voyait l'enfant comme un adulte en miniature, mais qui, en raison de son développement constant, ne savait pas ou savait mal (Mercier, 1997). Son âge était un motif d'atténuation de sa responsabilité et donc de la peine qu'il fallait lui infliger. Durant le Principat (sous Auguste, dès 27 av. J. C.) et jusqu'à la fin de l'Empire d'Occident (476 ap. J. C.), le droit romain établit des catégories d'âges distinctes qui entraînaient des conséquences pénales



différentes. Thomas (cité par Cieślak, 1977) décrit ces seuils d'âge de la manière suivante :

1. Jusqu'à 7 ans révolus

Pour qualifier les enfants concernés, le droit romain utilisait le terme d'*infans*<sup>2</sup>, c'est-à-dire celui qui est incapable de parler. Il ne leur reconnaissait aucune responsabilité. Aucune action pénale ne pouvait donc être ouverte contre eux : ils étaient remis à la puissance paternelle pour correction domestique.

2. De 7 à 12 ans (filles) et de 7 à 14 ans (garçons)

Dans cette tranche d'âge, les enfants étaient qualifiés d'*impuberes*<sup>3</sup>, ceux qui n'ont pas encore atteint l'âge de la puberté. Ils n'étaient responsables que si leur développement mental leur permettait de saisir la portée de leur acte. Si tel était le cas, leur jeune âge entraînait une atténuation de la peine applicable. Si la règle avait eu le mérite d'être clairement posée, son interprétation donna naissance à des formules qui laissèrent une large place à l'arbitraire. Un enfant dont on estimait que le développement mental n'était pas suffisant pour saisir le sens de ses actes se voyait appliquer la qualification de *proximitas infantiae* : il était considéré comme un enfant de moins de sept ans, donc irresponsable. Si au contraire, son développement était correct, il se voyait soumis à la maxime *malitia supplet aetatem*, car, proche de la puberté (*proximus pubertatis*), le juge pouvait alors estimer que « l'esprit de ruse et l'intention dolosive chez l'accusé suppléaient pour ainsi dire à son âge impubère » (Cieślak, 1977, p. 402). Comme le précise Mercier (1997), la peine attribuée poursuivait alors surtout un but d'intimidation pour l'avenir : l'enfant ne pouvait être puni « (...) ni de la peine capitale, ni de la mutilation, ni des galères ; il recevait alors une correction (fustigation, fouet notamment) et devait réparer le dommage causé » (p. 5).

3. De 12 à 25 ans (filles) et de 14 à 25 ans (garçons)

Ces mineurs pubères étaient appelés *puberes*, à savoir des jeunes capables de porter les armes<sup>4</sup>. Ils étaient présumés responsables au même titre que les adultes, bien qu'ils eussent parfois pu bénéficier de peines atténuées eu égard à leur âge, et

---

<sup>2</sup> Selon le dictionnaire Latin-Français par Bornecque-Cauët, Belin, 1973

<sup>3</sup> Selon le dictionnaire Latin-Français par Bornecque-Cauët, Belin, 1973

<sup>4</sup> Selon le dictionnaire Latin-Français par Bornecque-Cauët, Belin, 1973

ce, quelle que fut la gravité de leur acte. Seuls les *crimina atrocissima* (crimes particulièrement atroces, comme un assassinat ou un crime de lèse-majesté) ne permettaient pas une modération de la peine, car le juge usait alors de la maxime *malitia supplet aetatem* pour souligner la malignité de l'auteur et lui appliquer la peine la plus lourde (Mercier, 1997).

#### 4. Dès 25 ans

Une fois atteint l'âge de vingt-cinq ans, celui de la majorité pénale, les filles comme les garçons étaient considérés comme des adultes responsables de leurs actes et encouraient pleinement les peines prévues par le droit.

Mercier (1997) souligne bien la tension engendrée par ce système qui, s'il était source de garanties pour le mineur en raison des catégories clairement définies par l'âge de l'auteur, introduisait un arbitraire important par l'usage de la maxime *malitia supplet aetatem*.

## 2.2 Modèle français

Selon Bongert (citée par Cieślak, 1977), le droit français sous l'Ancien Régime était partagé en deux courants de pensée principaux. Le premier (sous l'influence de Jousse) reprenait la catégorisation romaine et insistait sur les notions de *proximitas infantiae* ou *proximitas pubertatis* : le juge avait donc tout loisir d'apprécier la personnalité de l'auteur et les circonstances de son acte. Le second (soutenu par Muyart de Vouglans) s'appuyait davantage sur l'âge de l'auteur, lui accordant une importance décisive, et avait établi des moyennes, fixées à 9 ½ ans pour les filles et 10 ½ ans pour les garçons.

Le code pénal de 1791 (suivi du code pénal de 1810) supprima les différentes périodes d'âge et fixa la majorité pénale à 16 ans. Si le jeune était âgé de moins de seize ans, il était présumé irresponsable sauf si le juge pouvait établir qu'il avait agi avec discernement. Le discernement devait se comprendre comme « la conscience du caractère délictueux de l'acte au moment où celui-ci a été commis » (Mercier, 1997, p. 10). Si tel était le cas, le juge pouvait alors modérer la peine en fonction de l'âge. Si le discernement ne lui était pas reconnu, le jeune relevait de mesures éducatives, comme la remise à ses parents ou le placement en maison de correction. Ce système ne prévoyait donc aucun seuil de responsabilité pénale et, comme le souligne Cieślak (1977), en théorie, même les enfants en bas âge

encouraient une responsabilité pénale ! Par la suite, pour corriger cette incohérence, la pratique d'abord fixa un seuil d'irresponsabilité pénale à 7-8 ans (en 1855), puis la loi ensuite le releva à 13 ans (dès 1912).

L'ordonnance du 2 février 1945 abrogea les textes précédents et distingua plusieurs seuils d'âge. Le premier fut fixé à 13 ans : en deçà, l'enfant était présumé pénalement irresponsable (présomption irréfragable). Le deuxième fut établi à 16 ans : la présomption d'irresponsabilité était toujours appliquée mais susceptible de preuves contraires, le juge pouvant prononcer une peine selon que la personnalité de l'auteur et les circonstances de l'acte lui paraîtraient l'exiger. Le mineur bénéficiait alors de l'excuse atténuante de l'âge, qui venait adoucir la peine prononcée. Entre 16 et 18 ans, la présomption d'irresponsabilité jouait également, mais l'excuse de l'âge n'était plus nécessairement utilisée. Le troisième seuil, posé à 18 ans, marquait l'âge de la majorité pénale et de la pleine responsabilité de l'auteur (Mercier, 1997). Ce texte fit par la suite l'objet de nombreux remaniements, allant dans un sens plus répressif (J. Zermatten, communication personnelle, automne 2011).

Les modèles du droit français et du droit romain inspirèrent la plupart des pays européens au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle : ainsi, la majorité des codes pénaux cantonaux s'appuyèrent sur les principes définis par le droit romain, plus ou moins adaptés selon les législateurs (Cieślak, 1977).

### 2.3 Droits cantonaux en Suisse avant 1937

Les cantons et demi-cantons furent souverains dans le domaine du droit pénal jusqu'à la modification constitutionnelle de 1898. Si la procédure pénale et l'organisation judiciaire restaient de leur domaine, l'art. 64<sup>bis</sup> nouveau donna à la Confédération la compétence de légiférer sur le fond. Le Code pénal suisse fut adopté en 1937 et supprima les législations cantonales en la matière.

Veillard-Cybulska (1977) souligne que les cantons romands (GE, FR, NE, VD, VS) ainsi que Bâle furent au cours de l'histoire plutôt influencés par le modèle français tandis que les cantons alémaniques l'étaient par le droit germanique. D'une manière générale prévalaient l'exemption de peine pour les enfants les plus jeunes et l'excuse de minorité pour les adolescents, entraînant une modération de la peine. Ainsi le **canton de Vaud** avait-il retenu une irresponsabilité absolue pour les enfants

de moins de 14 ans ainsi qu'une présomption d'irresponsabilité pour les jeunes de 14-18 ans, réfragable si le juge établissait leur discernement mais le cas échéant, avec atténuation possible de la peine (identique sinon à celle des adultes). Avant de porter le seuil de l'irresponsabilité pénale absolue à 14 ans (en 1893), **Bâle-Ville** s'inspirait du modèle français, avec un premier seuil à 12 ans et un régime d'irresponsabilité pour les 12 à 18 ans qui étaient jugés dépourvus de discernement. Les adolescents doués de discernement encouraient les mêmes peines que les adultes, quoique atténuées.

Chargé de la rédaction d'un avant-projet de Code pénal fédéral, le professeur Carl Stoos, sensible aux idées de protection de « l'enfance dite coupable » (Veillard-Cybulska, p. 117) qui se propageaient alors dans les cantons suisses, proposait dès 1892 une présomption irréfragable d'irresponsabilité pour les enfants de moins de 14 ans, qui ne fut finalement pas retenue par le Parlement.

Dans la deuxième décennie du XX<sup>ème</sup> siècle se créèrent dans certains cantons les premières juridictions réservées aux mineurs : ainsi Bâle-Ville et **Saint-Gall**, dès 1912. Dans ce dernier canton, la présomption d'irresponsabilité était comme à Bâle, fixée à 14 ans. En-dessous de cet âge, les enfants étaient remis à leurs parents, à l'autorité tutélaire ou au gouvernement, qui se chargeaient de les punir. A **Genève**, une loi du 4 octobre 1913 fixa des limites d'âge qui s'inspiraient de celles du projet de Code pénal fédéral (distinction entre enfants, adolescents et jeunes adultes) mais qui concernaient tous les mineurs, qu'ils fussent délinquants ou en danger. Le **canton de Neuchâtel**, dans sa loi du 31 mai 1917, distinguait plusieurs catégories de mineurs, notamment les enfants âgés de 10 à 13 ans et les mineurs de 13 à 18 ans. Dès l'âge de treize ans, les mineurs pouvaient être passibles des peines ordinaires pour autant qu'ils eussent commis un délit grave ou qu'ils se fussent révélés dangereux, mais la sanction était alors atténuée (réduction de moitié, p. ex.). Le **canton de Zurich** révisa son code de procédure pénale en 1919 et y introduisit un chapitre réservé aux mineurs : les enfants de moins de 12 ans n'étaient pas punissables pénalement mais le juge était néanmoins tenu d'ouvrir une instruction contre eux puis de la clore. **Berne** adopta dans sa loi du 11 mai 1930 un système de catégories presque identique à celui du futur Code pénal suisse : de 6 à 15 ans pour les enfants, et de 15 à 18 ans pour les adolescents.

Le Code pénal suisse fut adopté en 1937 et entra en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1942. Il concentrait dans son livre premier aux titres IV et V les dispositions matérielles concernant les mineurs, distinguant entre enfants, adolescents et jeunes adultes. Il fixait des seuils d'âge différenciés pour chacune de ces catégories : 6 ans pour les enfants, 14 ans pour les adolescents et 18 ans pour les jeunes adultes. Ces deux premiers seuils seront relevés lors de la modification de 1971, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1974 : ils seront établis à 7 ans pour les enfants (art. 82 CPS, ancien) et 15 ans pour les adolescents (art. 89 CPS, ancien). Les enfants de moins de 6 ans (respectivement moins de 7 ans) ne relevaient pas de la justice pénale mais des autorités tutélaires. Le seuil de 7 ans correspondait à l'âge d'entrée à l'école, celui de 15 ans à l'âge minimum nécessaire pour travailler (Veillard-Cybulska, 1977).

## 2.4 Situation en Europe

Toutes les législations européennes des années 90 traitaient de la question des seuils d'âge mais en lui apportant des réponses variées. Selon Mercier (1997), elles pourraient être classées en deux grands groupes : le premier se composerait des législations ayant adopté le système de l'irresponsabilité pénale du mineur (à l'instar de la France) ; le second regrouperait celles qui considéraient les enfants comme irresponsables, tandis que les adolescents y étaient perçus comme responsables, sans toutefois encourir les mêmes sanctions que les majeurs (sous l'influence du droit allemand).

Concernant les pays limitrophes de la Suisse autres que la France, l'Allemagne considérait les enfants âgés de moins de 14 ans comme irresponsables pénalement (présomption irréfragable) ; les adolescents de 14 à 18 ans se voyaient reconnaître une responsabilité pénale pour autant que le juge puisse établir le discernement du jeune, après un examen approfondi de sa personnalité et notamment de sa maturité ; de 18 à 21 ans, le jeune adulte endossait la pleine responsabilité pénale mais relevait dans certains cas de la justice des mineurs, en fonction de sa maturité (Mercier, 1997 et Cipriani, 2007). L'Italie connaissait un régime identique à celui de l'Allemagne (Mercier). Le Liechtenstein fixait un premier seuil de responsabilité à 14 ans : entre 14 et 18 ans, l'adolescent encourait les peines des adultes divisées de moitié, mais le juge devait examiner au préalable la question de sa maturité (Comité des droits de l'enfant, 1999). L'Autriche distinguait entre les enfants en dessous de 14 ans, irresponsables pénalement, et les adolescents de 14 à 19 ans, pénalement

responsables sous réserve notamment de l'examen par le juge de leur maturité (Cipriani).

## 2.5 Situation internationale

La question des seuils d'âge était déjà abordée au niveau international avant l'adoption le 20 novembre 1989 de la Convention relative aux droits de l'enfant, dans les Règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice des mineurs du 29 novembre 1985, dites Règles de Beijing. Elles posent comme principe général à l'article 4, sous le titre « Age de la responsabilité pénale » que « Dans les systèmes juridiques qui reconnaissent la notion de seuil de responsabilité pénale, celui-ci ne doit pas être fixé trop bas eu égard aux problèmes de maturité affective, psychologique et intellectuelle. » (Art. 4.1) Le commentaire adjoint précise qu'il doit s'agir « d'un seuil raisonnablement bas applicable dans tous les pays ».

La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), entrée en vigueur en Suisse le 26 mars 1997, précise à l'art. 40 ch. 3 que :

Les Etats parties s'efforcent de promouvoir l'adoption de lois, de procédures, la mise en place d'autorités et d'institutions spécialement conçues pour les enfants suspectés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale, et en particulier:

a) D'établir un âge minimum au-dessous duquel les enfants seront présumés n'avoir pas la capacité d'enfreindre la loi pénale; (...)

Aucun chiffre précis n'est donc mentionné ici expressément dans la CDE. L'âge minimum dont il est question a une double portée, celle de poser une présomption d'irresponsabilité pénale des enfants qui ne l'ont pas atteint et, pour ceux qui sont concernés et ont commis une infraction, de permettre leur inculpation dans le respect des règles fixées par la Convention.

Le 21 juillet 1997, le Conseil économique et social adopta une résolution concernant l'administration de la justice pour mineurs en s'appuyant sur les dispositions existant au niveau international et notamment sur les principes et recommandations formulés par le Comité des droits de l'enfant. S'il ne donne aucun âge précis, ce texte rappelle que le seuil de responsabilité pénale de l'enfant doit être fixé dans la loi (art. 13) et qu'un enfant qui ne l'aurait pas atteint ne peut en aucun cas être inculpé pénalement (art. 14 lit. c).

Le Comité des droits de l'enfant a précisé la question du seuil d'âge dans le cadre de son Observation générale n° 10 (2007) concernant les droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs. La question des limites d'âge que les Etats prévoient pour intervenir pénalement fait partie des éléments que le Comité a qualifiés de « cœur d'une justice pour mineurs » et que Jean Zermatten (2007) définit comme étant l'« une des questions les plus sensibles de l' [Observation générale] ». Après avoir rappelé le principe posé par l'article 4 des Règles de Beijing, le Comité précise qu'il « (...) considère comme inacceptable sur le plan international de fixer l'âge minimum de la responsabilité pénale en dessous de 12 ans (...), âge qui constitue un minimum absolu(...) » (Comité des droits de l'enfant, 2007, §32). Il plaide au paragraphe suivant pour que les Etats n'abaissent pas un âge minimum déjà fixé plus haut mais qu'ils élèvent au contraire ce seuil progressivement et le portent à 14 ou 16 ans, ce qui permettrait de prendre en charge « (...) les enfants en conflit avec la loi sans recourir à la procédure judiciaire et en veillant au plein respect des droits fondamentaux et des garanties légales en faveur de ces enfants » (Comité des droits de l'enfant, § 33). Selon Zermatten, les discussions furent vives avant d'aboutir à ces chiffres, basés sur diverses études scientifiques et diverses pratiques nationales.

### **3. Introduction du nouveau droit pénal des mineurs en Suisse, sous l'angle des seuils d'âge**

Entre l'avant-projet de nouveau droit pénal des mineurs et l'entrée en vigueur de la loi, plus de vingt ans se sont écoulés, le temps d'une génération ! Les étapes à franchir furent nombreuses : les principales d'entre elles sont détaillées dans le présent chapitre.

#### **3.1 Historique des travaux**

La réflexion sur une révision globale de la partie générale du Code pénal, incluant une séparation du Droit pénal des mineurs, se fit sentir dès les années soixante, sous l'influence des réformes législatives entreprises alors en Allemagne (Conseil fédéral, 1998). En 1985, le Conseil fédéral requit un avant-projet d'expert, qui sera rédigé par le professeur Martin Stettler et soumis en mars 1986 au Département fédéral de justice et police<sup>5</sup> (Queloz, 2005). Outre le fait d'édicter une loi spécifique pour les mineurs, ce texte proposait de fixer le seuil de la minorité pénale absolue à 12 ans

---

<sup>5</sup> Abrégé DFJP

(art. 1 Avant-projet de loi fédérale concernant la condition pénale des mineurs). Les travaux de la Commission d'experts nommée par le DFJP aboutiront en novembre 1992 à un avant-projet de loi fédérale, que le Conseil fédéral décidera de soumettre en consultation le 30 juin 1993 (Département fédéral de justice et police, 1995). Le seuil d'âge minimal de 12 ans révolus pour l'intervention pénale fut maintenu dans le texte proposé par la Commission (Queloz). Le Tribunal fédéral, les cantons, les partis représentés à l'Assemblée fédérale et les organisations intéressées purent se prononcer jusqu'en juillet 1994. Le Conseil fédéral prit connaissance des résultats de la procédure de consultation en septembre 1995 et publia son message en septembre 1998. Dans le condensé, il précisa que « la nouvelle loi sur la condition pénale des mineurs relève de sept à dix ans le seuil de la majorité pénale » (Conseil fédéral, p. 1789). Le Parlement vota le texte le 20 juin 2003. Le nouveau droit pénal des mineurs entra en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 (Queloz). Il spécifie que « la présente loi s'applique à quiconque commet un acte punissable entre 10 et 18 ans » (art. 3 al. 1 DPMIn).

### **3.2 L'avant-projet du Professeur Martin Stettler**

Dans l'introduction à son avant-projet de révision du droit pénal des mineurs, parmi les reproches faits au droit positif par de nombreux auteurs de la doctrine, le Professeur Martin Stettler (1986, p. 36) cita le maintien d'un seuil fixé à 7 ans, « (...) à un niveau qui n'a aucune signification du point de vue criminologique ». Pour justifier son relèvement, Stettler se fonda sur des données sociologiques et criminologiques.

D'une part, la société ne réagirait pas de la même manière si la délinquance était occasionnelle, dans un contexte de croissance, ou si elle était révélatrice d'un potentiel développement criminel du jeune auteur, menaçant pour le corps social (p. 37). L'argument, à la base du choix de la limite d'âge de sept ans, selon lequel une prise en charge pénale des enfants dès leur plus jeune âge permettrait un dépistage précoce de potentielles carences éducatives et donc une action préventive en ce sens, s'était révélé illusoire (p. 43). La sphère dans laquelle l'influence parentale et familiale était quasi exclusive prenait fin généralement vers 11-12 ans (p. 43). L'intervention pénale se devait d'être la moins stigmatisante possible, en particulier pour les enfants dont la délinquance n'était qu'occasionnelle et de peu de gravité (p. 38). L'analyse des statistiques concernant les instances pénales des mineurs tendait à prouver qu'une large majorité des magistrats



spécialisés serait de facto favorables à un seuil d'âge fixé à 12 ans : en effet, lorsque le délinquant était âgé de moins de 13 ans, les mesures de type pénal n'étaient qu'exceptionnellement appliquées, les mesures civiles étant, elles, largement privilégiées (pp. 43 et 44). Une étude de 1984 portant sur les cantons romands venait encore étayer ces statistiques (p. 44). Enfin, porter le seuil d'âge à 12 ans le ferait coïncider avec la fin de la pré-puberté. En 1982, Schultz (cité par Stettler, p. 44) précisait sur ce point que le jeune se détachait à ce moment-là de la tutelle parentale d'une double manière : en vivant consciemment comme une personne ayant une individualité propre et en prenant conscience de l'éveil de sa sexualité<sup>6</sup>.

D'autre part, la réalité criminologique telle que l'avaient éclairée des études entamées dès le début des années 70 montrait à l'évidence qu'il n'y avait rien en commun entre un délinquant de 7-8 ans et un autre de 13-14 ans concernant la nature et la fréquence des actes commis (p. 37 et p. 43). De plus, la délinquance réelle semblait supérieure à la délinquance enregistrée, ce qui tendrait à prouver qu'« il exist[ait] apparemment une retenue plus ou moins consciente par rapport à l'engagement d'une procédure pénale contre une jeune délinquant qui du point de vue du sentiment populaire entr[ait] encore dans la catégorie des enfants. » (p. 43)

Stettler (1987, p. 188) rassembla les fondements de son argumentation en faveur d'un seuil de minorité pénale absolue à 12 ans en un triple constat : il correspondait à une « modification de la nature et du volume des infractions enregistrées », constituait de facto « la limite inférieure de l'application par l'autorité pénale des mesures de protection » et coïncidait « avec une réduction sensible de l'influence exercée par le milieu familial ».

### **3.3 La procédure de consultation**

Le 30 juin 1993, suite aux travaux de la Commission d'experts du DFJP, le Conseil fédéral donna le feu vert à son département pour lancer une procédure de consultation sur les avant-projets concernant la partie générale et le troisième livre du code pénal ainsi qu'une loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs. Le 15 juillet 1993, le DFJP invita le Tribunal fédéral, les cantons, les partis représentés à l'Assemblée fédérale et toutes les organisations intéressées à se prononcer jusqu'à

---

<sup>6</sup> Traduction libre de l'auteure

fin février 1994, délai qui fut ensuite prolongé à deux reprises et échut finalement à mi-juillet 1994 (DFJP, 1995, p. VII).

Concernant le seuil de la minorité pénale absolue, quinze cantons, dont onze alémaniques (ZH, LU, ZG, SO, SH, TG, GL, AG, BE, SG, GR) et quatre latins (VD, NE, JU, TI) ainsi que quatre demi-cantons (OW, NW, BS, AR) exprimèrent leur avis (annexe 1). Parmi les partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale, six<sup>7</sup> prirent position (annexe 2), le FDP (parti radical), le CVP (parti démocrate-chrétien), le SP (parti socialiste), le SVP (Union démocratique du centre), le PLS (parti libéral suisse) et le LdU (Alliance des Indépendants). Enfin, trente organisations intéressées firent connaître leur point de vue (annexe 3), parmi lesquelles, pour ne citer que les plus connues<sup>8</sup>, le bfu (Bureau de prévention des accidents), DEI (Défense des Enfants International), Pro Juventute, l'EKJ (Commission fédérale pour la jeunesse) et le SAJV (Conseil suisse des activités de jeunesse).

### 3.3.1 Seuil d'âge selon les cantons (tableau 1)

Neuf cantons, tous alémaniques, se sont prononcés en faveur d'un seuil d'âge fixé à 10 ans. Le canton d'Argovie n'a pas tranché en faveur d'un âge précis mais s'exprima pour un seuil entre 10 et 11 ans de même que le canton de Vaud, entre 11 et 12 ans. Six cantons, dont deux romands, se prononcèrent pour un seuil d'âge à 12 ans, tandis que le Tessin fut le seul à avancer le chiffre de 14 ans (DFJP, 1995, p. 1084-1089). Le canton de Glaris n'a pas énoncé de chiffre précis sur cette question mais s'est contenté d'exposer son point de vue sur l'augmentation proposée.

CANTON	SEUIL D'ÂGE (ANS)	TOTAL
ZH, LU, OW, NW, ZG, SO, BS, SH, TG	10	9
AG	10-11	1
VD	11-12	1
BE, SG, AR, NE, JU, GR	12	6
TI	14	1

Tableau 1 : Seuil d'âge selon les cantons

<sup>7</sup> Cités dans la langue utilisée dans la procédure de consultation

<sup>8</sup> Citées dans la langue utilisée dans la procédure de consultation

### 3.3.2 Seuil d'âge selon les partis politiques (tableau 2)

Deux partis adoptèrent une position ferme sur la question des seuils d'âge : l'Alliance des Indépendants (LdU), pour 10 ans, et le parti démocrate-chrétien (CVP), pour 12 ans. Les trois autres partis qui s'exprimèrent sur la question le firent de manière nuancée. Pour l'UDC (SVP), le seuil d'âge fixé à 7 ans était adapté, mais il déclara ne pas vouloir s'opposer à une éventuelle augmentation à 12 ans qui serait décidée par une majorité de parlementaires. Le parti radical (FDP) se prononça en faveur d'une augmentation tout en estimant que la limite de 12 ans était un peu trop élevée. Le parti socialiste (SP) accueillit positivement l'augmentation proposée à 12 ans mais jugea qu'il s'agissait d'une limite inférieure absolue, en rappelant que la plupart des pays européens avaient fixé ce seuil à 14 ans. Le parti libéral (LPS) ne se prononça pas sur la question de la minorité pénale absolue mais prit en revanche position sur celle de la majorité pénale (DFJP, 1995, p. 1089-1091).

PARTI POLITIQUE	SEUIL D'ÂGE (ANS)	TOTAL
SVP	7	1
LdU	10	1
FDP	$7 < x < 12$	1
CVP	12	1
SP	$12 \leq x \leq 14$	1

Tableau 2 : Seuil d'âge selon les partis politiques

### 3.3.3 Seuil d'âge selon les organisations intéressées (tableau 3)

Trente organisations intéressées firent connaître leur point de vue lors de la procédure de consultation. Vingt-six d'entre elles tranchèrent en faveur d'un âge précis : dix-sept se dirent favorables à une limite fixée à 12 ans, sept à un âge de 10 ans et deux au maintien à 7 ans. Parmi les quatre restantes, la Conférence romande des directeurs d'institutions d'éducation (CRDIE) fit mention d'un vif débat en ses rangs, une partie de ses membres étant partisans d'un âge de 10 ans, l'autre de 12 ans : elle ne trancha pas entre ces deux tendances. Les trois autres eurent des positions nuancées oscillant entre un âge minimum et un âge maximum variables (DFJP, 1995, p. 1091-1101).

ORGANISATION	SEUIL D'ÂGE (ANS)	TOTAL
Bfu, Vorort	7	2
Schweizer Katholischer Frauenbund	$7 \leq x \leq 10$	1
BSF	$x \leq 8-10$	1
CNG, EFS, Jugendheim Platanenhof, Jungliberale Bewegung der Schweiz, Konferenz der Kantonalen Polizeikommandanten der Schweiz, LIWJ, SKÖF	10	7
CRDIE	10 ou 12	1
DEI, Demokratische Juristinnen und Juristen der Schweiz, EKJ, FSP, Institut suisse de police, ATD Le quart Monde, SAJV, Schweizerischer Anwaltsverband, Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Höheren Fachschulen für Sozialpädagogik, SKJP, Schweizerische Vereinigung für Jugendstrafrechtspflege, Schweizerischer Verband für erziehungsschwierige Kinder und Jugendliche, Pro Juventute, Comité vaudois du 14 juin, Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft, Verein Aktiver Staatsbürgerinnen Zürich/ Schweizerischer Verband für Frauenrechte, Zürcher Frauenzentrale	12	17
Eidgenössische Kommission für Frauenfragen	$12 \leq x$	1

Tableau 3 : Seuil d'âge selon les organisations intéressées (pour les abréviations, cf. annexe 3)

Les motivations détaillées fournies par certains cantons, partis politiques et organisations seront analysées dans la suite de ce travail.

### 3.4 Le message du Conseil fédéral

Le 21 septembre 1998, le Conseil fédéral publia son message concernant, outre les révisions de la partie générale du Code pénal et de celle du Code pénal militaire, une loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs. Il y justifia l'augmentation du seuil de l'intervention pénale par différents arguments : l'opinion publique prédominante admettait l'idée de rehausser l'âge de la limite inférieure de 7 ans ; dans d'autres pays, elle était bien plus élevée ; l'intervention pénale touchant de jeunes enfants avait un effet stigmatisant ; les enfants de moins de 10 ans n'occupaient que rarement les juges des mineurs et, le cas échéant, pour des infractions de peu de gravité ; avant l'âge de 10 ans, les parents ou le tuteur étaient les mieux placés pour prendre les dispositions punitives adéquates, car un enfant de

cet âge était influençable et vraisemblablement inapte à comprendre le caractère illicite de ses actes. Mentionnant que la Commission d'experts avait proposé d'élever ce seuil à 12 ans, le Conseil fédéral argua que si lors de la procédure de consultation la tendance des milieux consultés était largement favorable à une augmentation de principe, une majorité, notamment parmi les cantons, avait souhaité la voir s'établir à 10 ans (Conseil fédéral, 1998, 421. 3, p. 2031).

### **3.5 Le vote par les Chambres fédérales**

Les travaux des Chambres fédérales se sont déroulés sur près de trois ans. Le droit pénal des mineurs fut traité par le Conseil des Etats en novembre 2000, lors de la session d'hiver, et par le Conseil national en mars 2002, lors de la session de printemps des Chambres fédérales.

#### **3.5.1 Les débats au Conseil des Etats**

Le 28 novembre 2000, à l'ouverture de la deuxième séance de la session d'hiver, Dick Marty, député tessinois radical, président de la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats (CAJ-E), indiqua dans son allocution précédant le vote d'entrée en matière sur le texte proposé par le Conseil fédéral que :

La politique suisse est toujours caractérisée par une approche très pragmatique (...). Entre la vision judiciaire, d'une part, et l'approche thérapeutique ou de pure protection, d'autre part, le projet évite d'opérer un véritable choix. En fait, il tente de combiner les deux aspects à la fois (...). (...) le concept de protection a été ultérieurement renforcé par la hausse de l'âge de la majorité pénale chez les mineurs, qui passe de 7 à 10 ans. Notre droit se rallie ainsi clairement à la tendance qui se manifeste en Europe, alors que la dimension judiciaire semble l'emporter dans le monde anglo-saxon (Conseil des Etats, 28. 11. 2000).

Il conclut sa prise de parole en précisant : « Comme vous pouvez le constater, la réforme présentée ne constitue nullement un bouleversement du système actuel non pas par absence de bonne volonté ou de courage, mais tout simplement parce que le droit actuel a finalement fait ses preuves. » (Conseil des Etats) La chambre haute vota l'entrée en matière puis se prononça sur chacun des articles du projet du Conseil fédéral.

Concernant l'article 3, la CAJ-E proposait d'adhérer au texte soumis par le Conseil fédéral. Dick Marty (Conseil des Etats) reprit la parole pour préciser que si la majorité

pénale passait de 7 à 10 ans, c'était pour renforcer l'approche éducative et mettre la Suisse « (...) dans le grand courant européen qui va vers une hausse de l'âge de la majorité pénale », en la différenciant ainsi du monde anglo-saxon qui, lui, soumettait les tout jeunes enfants à l'application du droit pénal, comme venait de l'illustrer l'actualité judiciaire en Angleterre (affaire James Bulger, février 1993). Le Conseil des Etats adopta l'article 3 sans autre intervention.

### 3.5.2 Les débats au Conseil national

Le 7 mars 2002, lors de l'ouverture de la cinquième séance de la session de printemps, plusieurs parlementaires du Conseil national s'exprimèrent avant le vote sur l'entrée en matière du projet de loi du Conseil fédéral. Anita Thanei, conseillère nationale socialiste zurichoise, présidente de la Commission des affaires juridiques du Conseil national (CAJ-N), précisa dans son allocution<sup>9</sup> que l'augmentation de 7 à 10 ans du seuil d'intervention pénale avait suscité de grandes discussions tant au sein de la Commission d'experts que de la Commission du Conseil national. L'âge de 10 ans représentait un compromis helvétique entre d'une part la volonté de ne pas stigmatiser des enfants par une intervention pénale trop précoce et, d'autre part, la prise en compte du fait que les jeunes devenaient mûrs plus tôt que par le passé (Conseil national, 07. 03. 2002). Christine Wirz-von Planta, députée libérale de Bâle-Ville rappela<sup>10</sup> que la Commission d'experts préconisait un âge d'intervention fixé à 12 ans. Elle souligna que la tranche des 7-10 ans n'occupait que rarement les juges des mineurs et qu'il était du ressort parental ou de celui des autorités tutélaires de prendre le cas échéant les mesures punitives qui s'imposaient. Jean-Nils de Dardel, député socialiste genevois, membre de la CAJ-N regretta au nom du groupe socialiste que le Conseil fédéral n'ait pas suivi l'avis de la Commission d'experts et fixé l'âge d'intervention à 12 ans :

Cela nous aurait rapproché davantage des standards européens à ce sujet, mais manifestement il existe un certain consensus en Suisse sur cette limite désormais fixée à 10 ans, et pour cette raison nous renonçons à demander une augmentation à 12 ans en réservant cette réforme pour une révision ultérieure de la loi (Conseil national).

---

<sup>9</sup> Traduction libre de l'auteure

<sup>10</sup> Traduction libre de l'auteure

Après avoir voté l'entrée en matière, le Conseil national se pencha successivement sur chacun des articles du projet de loi. Conformément à la proposition de la CAJ-N, il adopta l'article 3 alinéa 1, adhérant ainsi également à la décision du Conseil des Etats.

### **3.5.3 Le vote final par les Chambres fédérales**

Le 20 juin 2003, le Parlement adopta le nouveau droit pénal des mineurs. Le délai référendaire fixé au 9 octobre 2003 échut sans que le peuple n'en ait fait usage. Conformément à l'article 49 DPMIn, le Conseil fédéral décida de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale (1<sup>er</sup> janvier 2007), laissant aux cantons le temps d'adapter leurs structures aux nouvelles exigences posées par le droit.

## **4. Analyse**

Tenter de comprendre pourquoi le Conseil fédéral opta pour un âge minimum de responsabilité pénale fixé à 10 ans plutôt qu'à 12 ans, contre l'avis des experts, implique de connaître le contexte politique dans lequel il se trouvait au moment de prendre sa décision : l'analyse des résultats de la procédure de consultation fournit un premier éclairage à ce sujet. Les acteurs cantonaux, politiques et ceux de la société civile ont pour la plupart d'entre eux motivé leur prise de position sur la question du seuil d'âge minimum : leur argumentation donne de précieuses indications sur les données brutes dont disposait le Conseil fédéral en septembre 1995, au moment de confier à l'Office fédéral de la justice la tâche d'intégrer les résultats de la consultation et de préparer le message à l'attention du Parlement.

Dans un deuxième temps, il s'agira de reprendre l'argumentaire développé dans le message aux Chambres, de le confronter aux avis exprimés lors de la procédure de consultation et de le situer dans un contexte plus large, afin de pouvoir ouvrir des pistes de compréhension de la prise de position du gouvernement.

### **4.1 Analyse des résultats de la procédure de consultation**

#### **4.1.1 L'argumentation des cantons (annexe 1)**

Afin de mieux cerner les motivations énoncées par les cantons, l'analyse portera sur deux groupes : les partisans d'un seuil inférieur à 12 ans et ceux d'un seuil fixé à 12 ans au moins.

#### *A) Pour un seuil inférieur à 12 ans*

Les cantons qui prirent position en faveur d'un seuil d'âge fixé à 10 ans utilisèrent cinq types d'arguments.

**L'argument psychologique** fut mentionné par les cantons de ZH, OW, ZG et AG. Il est de nature double : d'une part, les enfants de cet âge discernent le bien et le mal, peuvent reconnaître la portée maligne de leurs actes et sont aussi capables de commettre des infractions graves. D'autre part, pour avoir des chances de succès, une intervention précoce est requise car les crises pubertaires qui surgissent généralement après l'âge de 12 ans nuisent aux mesures éducatives et thérapeutiques engagées.

En 1932, Piaget (cité par Leleux, 2003) s'est intéressé au développement du jugement moral chez l'enfant. Pour lui, cette évolution se produit au cours d'un processus de décentration de l'enfant, lors de trois stades (successifs, irréversibles et universels) qu'il a appelés anomie (inexistence de la notion de règle), hétéronomie (soumission, respect et application de la règle) et autonomie (négociation, adaptation de la règle). Elle dépend étroitement du développement cognitif de l'enfant, des instruments dont il dispose pour analyser une situation et des interactions dont il bénéficie avec son environnement familial puis avec celui de ses pairs. C'est lors du stade des opérations concrètes (7-12 ans) que l'enfant, capable de coopération, développe son sentiment de justice morale, notamment en acceptant et en négociant des règles de jeu valables pour tous. Dès lors, vers l'âge de 10 ans, la notion de ce qui est correct ou incorrect va réguler le comportement de l'enfant. Kohlberg (1981, cité par Leleux) souligne le parallélisme existant entre l'âge et la maturité morale. Il précise que c'est surtout dans une période allant de 11-16 ans que le développement moral s'accélère et qu'il y a une différence importante entre la catégorie des 11-12 ans et celle des 14-16 ans. Pour lui, l'autonomie morale se développe entre 12 et 16 ans.

Concernant la responsabilité, Allen (cité par Maes, 2004) précise que :

La responsabilité d'un mineur suppose trois capacités :

- a) une capacité cognitive : la faculté de savoir, de comprendre, de penser et de raisonnement ;



- b) une capacité morale : la faculté de différencier le bien du mal, d'évaluer son comportement en fonction de cette perception et de se comporter conformément à cette analyse ;
- c) une capacité conative : la faculté de contrôler ses impulsions et de résister à la tentation et à la pression (p. 22).

Maes, pour sa part, doute du caractère réaliste de reconnaître une responsabilité pénale à un enfant âgé de moins de 12 ans : sa dépendance sociale et émotionnelle serait encore trop importante et l'influence de son environnement proche toujours prédominante.

La tension existant entre la reconnaissance de la capacité d'un enfant de 10 ans et la nécessité de le protéger, fût-ce contre lui-même, est parfaitement illustrée dans la double nature de l'argumentaire développé par ces cantons. La position protectrice, de type paternaliste, cède le pas devant celle, plus émancipatrice, de la capacité de l'enfant, tout en affirmant entre les lignes vouloir assurer à ce dernier une meilleure protection et ce, par le biais d'une plus grande efficacité des mesures éducatives et thérapeutiques qui seraient sinon compromises par la survenance de la puberté. Le cas du canton de Zurich est intéressant puisque, alors qu'il avait connu un régime d'irresponsabilité des mineurs de moins de 12 ans jusqu'à l'entrée en vigueur du code pénal suisse, il fonda son argumentation sur la seule capacité de l'enfant à commettre des délits importants : en l'espace de quatre-vingts ans, le canton est ainsi passé en matière de responsabilité pénale d'une vision paternaliste de l'enfant à une compréhension plutôt émancipatrice de son statut.

Deux cantons (SH, GL) utilisèrent **l'argument sécuritaire** en invoquant la nécessité de protéger l'ordre public. Cette approche est couplée avec la **mention de l'actualité** récente : plusieurs cantons (ZG, BS, SH, GL) évoquèrent les cas d'infractions contre la vie et l'intégrité corporelle commis par des enfants de moins de 12 ans en parlant de « délinquance grave », faisant vraisemblablement implicitement référence à l'affaire James Bulger (Angleterre, 1993) et, comme le mentionnent Queloz et Bütikofer Repond (2002), à des faits divers suisses dont les auteurs avaient 11 ans (homicide), voire 8 ans (atteinte grave à l'intégrité sexuelle). Selon Cipriani (2007, p. 215-216), le sensationnalisme médiatique qui accompagna le fait divers britannique fut à l'origine des réactions hystériques de la population à l'égard des crimes commis par de très jeunes enfants, ce qui entraîna des pressions politiques accrues et des

conditions favorables à des mesures sécuritaires plus marquées. Partageant l'avis d'autres auteurs, il conclut en soulignant que ce n'était pas tant les enfants qui avaient changé ou leurs compétences qui s'étaient développées, mais bien l'attitude de l'opinion publique à l'égard de l'enfance en général : elle fut largement manipulée afin de construire une image de l'enfant (en l'occurrence diabolisée) qui permette d'atteindre certains objectifs politiques, sans même avoir à les justifier par des statistiques ou des faits précis. Les cantons relevèrent également les situations de manipulation de jeunes enfants par des adultes dans le but de commettre des délits en bande (en Allemagne, dans la communauté tzigane ou les affaires d'enfants dealers). Le cas de Bâle-Ville, qui ne fonda sa position que sur ce dernier argument, reflète peut-être la sensibilité du canton à son grand voisin allemand mais étonne, eu égard à sa tradition historique de présomption irréfragable d'irresponsabilité pour les moins de quatorze ans. Guéniat (2007) confirme effectivement la tendance, dès le milieu des années quatre-vingts (et sur une période d'une vingtaine d'années), à « (...) une augmentation générale des violences commises par les jeunes » (p. 32). Les statistiques fédérales ne permettent en revanche pas de distinguer la part afférent aux enfants de moins de 12 ans, car elles ne prenaient en compte que les catégories définies par l'ancien code pénal suisse.

Pour justifier de reconnaître une responsabilité pénale aux enfants dès l'âge de 10 ans, certains cantons (NW, SO, TG, AG) usèrent de considérations de **type criminologique**, telles qu'une augmentation de la consommation de drogues à un âge de plus en plus précoce, une hausse des délits graves ou des statistiques concernant les délits commis dans le domaine de la circulation routière.

Enfin, un dernier groupe d'arguments était fondé sur les **expériences tirées de la pratique**, en arguant que les mesures éducatives et thérapeutiques étaient d'autant plus efficaces qu'elles étaient prises tôt, que les autorités pénales avaient une plus grande disponibilité que les autorités de protection de l'enfance et que les expériences faites en matière d'éducation au trafic routier avaient fait leurs preuves (LU, ZG, SO, SH, AG). Cette argumentation reflète certainement la diversité des pratiques cantonales en matière de prise en charge des jeunes infracteurs et celle des moyens à disposition, tant financiers qu'humains, notamment dans le domaine de la protection de l'enfant.

## *B) Pour un seuil à 12 ans au moins*

L'argumentation des cantons favorables à un seuil d'âge plus élevé peut être classée en quatre catégories.

**L'argument psychologique** fut évoqué par quatre cantons (VD, SG, JU, NE), avec quelques nuances : le canton de Vaud évoqua la difficulté intrinsèque liée à la fixation d'un seuil d'âge d'entrée dans l'adolescence, variable selon les individus, mais déterminant pour l'action pénale ; l'âge de 12 ans marquait le passage vers une plus grande autonomie de l'enfant par rapport à ses parents, bien qu'une entrée en puberté fût possible dès l'âge de 10 ans, pouvant favoriser des comportements problématiques de type pénal ; l'enfant de 12 ans disposait de la faculté d'apprécier le caractère illicite de son acte. Maes (2004) rappelle l'arbitraire de la fixation de seuils d'âge, qui ne peut pas prendre en compte l'évolution psychosociale non uniforme des enfants. Selon Nicolino (2005) par exemple, « les premiers signes cliniques de la puberté apparaissent dans 95% des cas entre 8 et 13 ans chez la fille, et entre 9 et 14 ans chez le garçon » (§III). Prendre l'argument de la puberté pour fixer un seuil d'âge revient à construire sur un sable mouvant : en effet, deux enfants du même âge pris dans cette tranche d'âge-là, d'autant plus s'ils sont de sexe différent, pourraient tout à fait être l'un au début du processus pubertaire et l'autre déjà bien avancé. Le canton de Vaud, traditionnellement paternaliste envers les enfants de moins de 14 ans, mentionna explicitement son dilemme en utilisant en complément de la psychologie l'argument tiré de **l'actualité délinquante récente** pour se prononcer en faveur de l'âge de 12 ans. Saint-Gall, de tradition également protectrice, ne pouvait que souhaiter un rehaussement du seuil de sept ans : néanmoins, le constat qu'il fit face à une entrée en puberté plus précoce illustre tout à la fois la difficulté et la nécessité de déterminer un seuil d'âge.

Deux cantons (SG, NE) mentionnèrent un **argument scolaire**, le passage de l'école primaire au niveau secondaire, pour étayer leur prise de position, évitant peut-être ainsi l'écueil de la puberté en se fondant sur une réalité sociologique commune à la plupart des cantons suisses.

**L'argument criminologique** fut invoqué par plusieurs cantons (NE, JU, TI) : les infractions commises par des enfants de moins de 12 ans étaient peu nombreuses et de faible gravité ; seules une minorité d'entre elles étaient dénoncées au juge

pénal ; ces actes relevaient des autorités civiles. Deux cantons de ce groupe se distinguèrent lors de leur prise de position : les Grisons furent le seul canton à émettre des doutes sur la nécessité de relever le seuil de la minorité pénale et à souhaiter, si tel devait être le cas, une distinction entre deux classes d'âge afin de pouvoir répondre de manière différenciée aux délits graves commis par les plus âgés. Le canton du Tessin fut le seul à préconiser un seuil d'âge à 14 ans, vraisemblablement sensible à la solution adoptée par l'Italie (irresponsabilité pénale pour les moins de 14 ans), bien qu'il fit expressément référence à la pratique des autorités face à la délinquance des très jeunes enfants.

#### **4.1.2 L'argumentation des partis politiques (annexe 2)**

Les arguments invoqués par les partis politiques sont moins étayés que ceux des cantons. L'aspect criminologique (hausse de la violence scolaire et de la délinquance des jeunes enfants) fut évoqué par deux partis (LdU, SVP), tandis que les démocrates-chrétiens qualifiaient cette même délinquance des plus jeunes de négligeable. Ce dernier parti et le parti socialiste relevèrent qu'à l'égard des enfants de moins de 12 ans les mesures civiles étaient suffisantes, ou a contrario que le droit pénal n'était pas adapté. Le parti radical insista sur la difficulté de fixer un seuil d'âge et le parti socialiste sur la nécessité d'adapter la législation à celle des autres pays européens, en fixant une limite à 12 ans au moins.

Sur l'échiquier politique, le constat qui s'impose est le suivant : les partis ancrés à droite et au centre droit (FDP, SVP, CVP) indiquèrent globalement une préférence pour un seuil minimum plus élevé que le seuil de 7 ans mais fixé à 12 ans au maximum tandis qu'à gauche, un seuil bien plus haut, établi à au moins 12 ans, était préconisé. L'Alliance des indépendants, seul parti du centre à s'être exprimé, trancha clairement en faveur d'une limite posée à 10 ans. Ce parti n'avait néanmoins qu'une faible représentativité au Conseil national, en baisse constante au fil des législatures (3 sièges en 1995, 1 siège en 1999, dissolution en décembre 1999).<sup>11</sup> En revanche, il faut se souvenir que le contexte politique des années 90 en Suisse fut marqué par la montée en puissance de l'UDC (SVP). En 2007, Boschetti (cité par Estoppey, 2007) rappelait en effet dans son *Essai sur la montée de l'UDC* que si en 1991 ce parti obtenait un peu moins de 12 % des voix, depuis le refus de l'Espace économique européen par le peuple suisse (06.12.1992), il n'avait en

---

<sup>11</sup> Source : Dictionnaire historique de la Suisse, <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17394.php>

revanche cessé de progresser jusqu'à doubler pratiquement son score aux élections fédérales de 1999, en atteignant 22,5% des voix. En 2003, juste après la publication du message du Conseil fédéral, il atteignait 26,7% des voix. Vecteur d'opinions anti-européennes et chantre des notions d'ordre et de sécurité publiques, son poids au sein de l'Assemblée fédérale, aux côtés du parti radical, était significatif : par exemple au Conseil national, en 1995, 29 sièges (45 pour le parti radical), en 1999, 44 sièges (43 pour les radicaux) et en 2003, 55 sièges (36 pour le parti radical). Selon toute vraisemblance, le Conseil fédéral, dans un contexte d'élections fédérales, dut prendre en compte cette situation dans son analyse.

#### 4.1.3 L'argumentation des organisations intéressées (annexe 3)

Afin de mieux cerner les arguments qui auraient pu influencer le Conseil fédéral dans son choix d'un seuil à 10 ans, seules les motivations des organisations qui justifiaient de leur préférence en faveur d'un âge de 10 ans et d'un âge de 12 ans seront analysées ci-dessous.

##### A) Pour un seuil à 10 ans (ou à 10 ans au plus)

Outre l'argument tiré de **l'actualité récente** d'actes de délinquance commis par de très jeunes enfants, en Suisse ou à l'étranger (mentionné à cinq reprises), les organisations concernées usèrent également d'un **argument de type psychologique** (développé à cinq reprises) : la conscience de la faute était favorisée par une intervention précoce, la pression pénale avait un effet éducatif, les enfants de cet âge avaient acquis le sens du bien et du mal, cet âge marquait l'entrée dans la puberté et était adapté, situé juste entre l'enfance et l'adolescence. A sept reprises, les organisations se montrèrent **critiques face aux autorités civiles** : ces dernières étaient débordées, leurs interventions trop tardives voire inadéquates, les mesures proposées inefficaces et leurs coûts trop lourds pour les communes. A l'inverse, trois organisations relevèrent les **avantages d'une intervention pénale précoce** : elle ne débouchait pas nécessairement sur une sanction car son but était d'abord éducatif plutôt que répressif, elle pouvait être suspendue et permettait une meilleure protection des mineurs, notamment sous un angle préventif.

##### B) Pour un seuil à 12 ans

L'argument de **type criminologique** selon lequel les infractions commises par les enfants de moins de 12 ans étaient rares et de peu d'importance fut mentionné à

sept reprises. Son corollaire, à savoir que des **mesures de type civil** seraient suffisantes pour traiter de ces cas, fut développé six fois : mesures plus adaptées certes, mais à condition de professionnaliser et d'améliorer les autorités compétentes, y compris dans les campagnes ainsi que de les alléger de leur surcharge de travail. Des arguments divers, **axés sur les pratiques**, furent aussi évoqués : fixer un seuil à 12 ans permettait d'abandonner la distinction entre enfants et adolescents faite dans le code pénal, de s'adapter à la législation déjà en vigueur dans d'autres pays d'Europe, de s'adapter aux pratiques en cours en Suisse où, de facto, les enfants de moins de 12 ans n'étaient ni sanctionnés ni l'objet de mesures pénales et enfin, parce que c'était en moyenne la fin de l'école primaire. Défense des Enfants International (DEI) et le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ/ SAJV) s'appuyèrent l'un sur la CDE (dont la ratification était attendue), l'autre sur l'avis de la Commission d'experts. Enfin, à six reprises, les organisations s'appuyèrent sur une argumentation de **type psychologique** : d'une part, ce seuil d'âge était approprié en raison du développement psychologique de l'enfant et de la charnière qu'il constituait entre l'enfance et l'adolescence et d'autre part, un enfant plus jeune dépendait encore de manière prédominante de la sphère d'influence parentale. L'argumentation de la Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft, très détaillée, mérite l'examen : elle met en lumière la pesée d'arguments partiellement contradictoires qui fonda sa position en faveur d'un seuil à 12 ans. D'un point de vue sociologique, pour éviter des carrières déviantes dont Becker (1985, p. 48-62) avait mis en lumière les mécanismes, les mesures thérapeutiques et éducatives devraient être prises le plus tôt possible, avec néanmoins pour corollaire le risque d'étiqueter le jeune comme déviant, ce qui constituerait à nouveau un facteur aggravant pouvant favoriser l'installation dans la délinquance. D'un point de vue psychologique, le jeune devrait pourtant être capable de distinguer le bien du mal, de comprendre l'instruction et la procédure, au besoin en y étant aidé. En pratique enfin, dans les régions rurales, les organes pénaux étaient plus professionnels que les autorités civiles, composées de laïcs.

#### 4.2 Analyse du message du Conseil fédéral

Afin de justifier l'augmentation du seuil d'âge de 7 ans, le message du Conseil fédéral reprend la plupart des arguments développés et portés à sa connaissance dans les résultats de la procédure de consultation. Il accepte la nécessité d'une adaptation aux standards européens, admise généralement par l'opinion publique,

permettant ainsi d'éviter la stigmatisation des enfants les plus jeunes ; il reconnaît que ces derniers relèvent rarement, et le cas échéant pour des faits de peu de gravité, des autorités pénales et souligne qu'avant 10 ans, un enfant reste influençable et vraisemblablement inapte à comprendre le caractère illicite de ses actes. En revanche, il ne mentionne qu'un seul argument à l'appui de sa position en faveur d'un seuil fixé à 10 ans, contre l'avis de la Commission d'experts : la majorité des milieux consultés, notamment les cantons.

Sur la base des explications détaillées dans les chapitres précédents, cet argument quantitatif paraît discutable : pour rappel, sept organisations favorables à un seuil fixé à 10 ans (contre dix-sept à un seuil à 12 ans), un clivage des partis politiques entre la droite (hésitante à se prononcer de manière tranchée) et la gauche (en faveur d'un seuil au-delà de 12 ans) ainsi que neuf cantons explicitement favorables à un seuil fixé à 10 ans (contre six à un seuil à 12 ans). Concernant les cantons, si l'on comptabilise ceux qui ont proposé une tranche d'âge (AG, 10-11 ans ; VD, 11-12 ans) ainsi que le Tessin (14 ans), le total se porte à dix cantons en faveur d'un seuil vers 10 ans contre huit en faveur d'un seuil vers 12 ans. Il ne s'agit donc pas d'une majorité très large. Le Conseil fédéral semble pourtant particulièrement insister sur cet argument du fédéralisme, en reléguant au second plan les opinions de la société civile exprimées par les organisations intéressées. En revanche, il passe sous silence le fait que sept cantons et demi-cantons ne se sont pas du tout prononcés sur cette question (GE, VS, FR, UR, SZ, BL, AI) et que le canton de Glaris n'a pas proposé de seuil d'âge particulier.

Même s'il n'y fait pas référence, le Conseil fédéral a peut-être aussi axé sa réflexion sur l'argument pratique auquel se réfèrent les cantons (cinq fois) et les organisations intéressées (dix fois). Les nombreuses critiques adressées aux autorités civiles, les avantages comparés d'une intervention pénale précoce mis en exergue à plusieurs reprises, les coûts des mesures civiles échéant aux communes ainsi que les disparités cantonales existant en la matière ont pu pousser le gouvernement à trancher en faveur d'un seuil intermédiaire, garantissant ainsi une plus grande égalité de traitement aux jeunes infracteurs, quel que soit le for pénal.

Le contexte politique de l'époque qui voyait d'une part les idées prônées par l'UDC se propager de plus en plus largement et d'autre part le Conseil fédéral, pour des raisons de calendrier, être contraint à analyser les résultats de la procédure de

consultation entre deux périodes de législature, pourrait contribuer à expliquer en partie la position du gouvernement et ce, malgré que l'UDC se fût déclarée prête à accepter une décision en faveur de l'âge de 12 ans, si elle eut été votée par une majorité parlementaire. Queloz (2005, p. 23) et Zermatten (2004, p. 15) mentionnent d'ailleurs expressément la demande de sécurité croissante, celle de réponses adéquates à la délinquance des jeunes en provenance de la population, ainsi que l'apparition de délits graves commis par des auteurs de plus en plus jeunes comme étant des arguments décisifs dans la réflexion menée par le Conseil fédéral. Cipriani (2007, p. 222) partage aussi leur analyse. Enfin, la culture helvétique du compromis politique a vraisemblablement également trouvé ici une nouvelle application : en proposant un seuil d'âge à mi-chemin entre le droit positif et les recommandations des experts, le Conseil fédéral aurait évité le risque de faire retarder encore, voire échouer, une réforme aussi capitale que l'était celle du droit pénal des mineurs s'il avait soumis au vote, dans un contexte favorable à un durcissement sécuritaire, un article qui aurait pu être perçu comme trop laxiste, angélique ou idéaliste. De plus, la dimension largement protectrice (Welfare Model) du nouveau droit et les instruments inspirés des principes de la justice restauratrice qui y étaient introduits (par exemple la médiation, art. 8 aDPMin (actuel art. 17 PPMin) ou les prestations personnelles, art. 23 DPMin) devaient vraisemblablement suffire à satisfaire tant les partisans d'une approche plutôt paternaliste de l'enfant que ceux qui s'inspiraient à son égard de théories plus émancipatrices (Viredaz, n.d.).



## Conclusion

La question des seuils d'âge et de la responsabilité pénale des mineurs est actuellement largement débattue dans le monde. Des voix s'élèvent pour critiquer la position prise par le Comité des droits de l'enfant dans son Observation générale n°10. Rosenczveig (2009) estime que si les seuils d'âge sont une nécessité dans le cadre d'une justice rétributive, ils ne sont pas indispensables dans une justice traditionnellement fondée sur la protection et la réhabilitation du jeune infracteur, en particulier lorsque le juge peut prendre en compte la maturité réelle de l'enfant au moment de rendre sa décision. Le CRIN (Child Rights International Network) vient de publier sur son site, le 19 avril 2013, un article au titre sans équivoque « Stop making children criminals ». Il souhaite lancer un débat nouveau autour de l'âge minimum de la responsabilité pénale en soutenant la nécessité de séparer la question de la responsabilité de celle de la criminalisation des enfants. Il considère que la fixation d'un âge est contraire aux principes généraux de non-discrimination (art. 2 CDE), de l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3 CDE) et du droit au développement (art. 6 CDE), citant à cet égard un rapport de juillet 2012 de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. En 2003, le Réseau européen des médiateurs pour les enfants (ENOC) se prononçait déjà en faveur d'un tel débat (CRIN, p. 3). Le Commissaire du Conseil de l'Europe pour les droits de l'Homme, Thomas Hammarberg (cité par CRIN, p. 4) déclarait pour sa part en 2009 : « Cessons de traiter les enfants comme des criminels. Il y va de l'intérêt général. Traitons-les comme les enfants qu'ils sont et réservons la justice pénale aux adultes ».

Dans un tel contexte, il sera intéressant d'observer l'évolution de la question des seuils d'âge en droit pénal des mineurs en Suisse et dans les pays avoisinants. La Suisse cèdera-t-elle aux pressions répétées du Comité des droits de l'enfant et relèvera-t-elle son seuil minimum actuel ou le débat profond qui semble agiter le monde des défenseurs des droits de l'enfant débouchera-t-il sur la création de systèmes de prise en charge des enfants en conflit avec la loi qui tiennent compte de leurs capacités, sans nier leur responsabilité ni en faire de « simples objets de mesures de socialisation ou de contrôle » (Principes directeurs de Riyad, 1990) ? La profonde mutation initiée par la Convention des droits de l'enfant et le nouveau contrat social qui en résulte relègueront vraisemblablement aux oubliettes de l'histoire les débats helvétiques en matière de seuil d'âge minimum de responsabilité pénale.

## Références

- Association internationale de droit pénal (2009). Résolutions des congrès de l'association internationale de droit pénal (1926-2004). *Nouvelles études pénales*, 20, 205-208. Récupéré du site : <http://www.penal.org/IMG/pdf/NEP20francais.pdf>
- Becker, H. S. (1985). *Outsiders : études de sociologie de la déviance*. Paris, France : A.-M. Métailié. (Ouvrage publié en 1963 sous le titre *Outsiders Studies in the Sociology of Deviance*. New-York, NY: The Free Press of Glencoe)
- Bline, C. (2003). *Le droit n'est-il que le produit de l'histoire ?* Récupéré le 6 mai 2013 du site : <http://www.philocours.com/disse/diss-droithistoire.html>
- Child Rights International Network (CRIN). (2013). *Stop making children criminals*. Récupéré le 2 mai 2013 du site de l'association : <http://www.crin.org/themes/ViewTheme.asp?id=16>
- Cielśak, M. (1977). De la répression à la protection des mineurs. Histoire de la délinquance juvénile. Rapport de synthèse. *Recueils de la société Jean Bodin pour l'histoire comparative des institutions*, 38 (4<sup>ème</sup> partie), 389-424.
- Cipriani, D. (2007). *Children's rights and the minimum age of criminal responsibility : a global perspective* (thèse de doctorat, Vrije Universiteit Amsterdam, Pays-Bas).
- Code civil suisse (CCS) du 10 décembre 1907. RS 210
- Comité des droits de l'enfant. (1999). *Initial report of States parties due in 1998 : Liechtenstein*. Récupéré du site : <http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/%28Symbol%29/689e26017f389ad3802568c4005323e6?Opendocument>
- Comité des droits de l'enfant. (2002). *Observations finales du Comité des droits de l'enfant : Switzerland*. 13.06.2002. Récupéré du site : <http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/%28Symbol%29/CRC.C.15.Add.182.Fr?Opendocument>

Comité des droits de l'enfant. (2007). *Observation générale n°10, Les droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs*. Récupérée du site <http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/comments.htm>

Conseil des Etats. (28. 11. 2000). *Procès-verbal de la session d'hiver - Deuxième séance*. Récupéré du site : [http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/s/4605/21706/f\\_s\\_4605\\_21706\\_21741.Htm](http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/s/4605/21706/f_s_4605_21706_21741.Htm)

Conseil économique et social. (21 juillet 1997). *Administration de la justice pour mineurs*. Récupéré du site : [http://www.un.org/en/ecosoc/docs/resdec1946\\_2000.asp](http://www.un.org/en/ecosoc/docs/resdec1946_2000.asp)

Conseil fédéral. (21 septembre 1998). *Message concernant la modification du code pénal suisse (dispositions générales, entrée en vigueur et application du code pénal) et du code pénal militaire ainsi qu'une loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs*. Récupéré du site : [http://www.fr.ch/saspp/files/pdf19/message\\_cf\\_ncp.pdf](http://www.fr.ch/saspp/files/pdf19/message_cf_ncp.pdf)

Conseil national. (07. 03. 2002). *Procès-verbal de la session de printemps – Cinquième séance*. Récupéré du site : [http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/n/4612/53458/f\\_n\\_4612\\_53458\\_53537.htm](http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/n/4612/53458/f_n_4612_53458_53537.htm)

Convention no 138 du 26 juin 1973 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi. RS 0.822.723.8

Convention du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant (CDE). RS 0.107

Département fédéral de justice et police. (1995). *Résultats de la procédure de consultation au sujet des avant-projets de la commission d'experts concernant la partie générale et le troisième livre du code pénal et concernant une loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs*. Berne, Suisse : Office fédéral de la justice.

Estoppey, D. (2007). *L'UDC, ou l'irrésistible montée du libéral-populisme*. Récupéré le 10 mai 2013 du site : [http://www.lecourrier.ch/l\\_udc\\_ou\\_l\\_irresistible\\_montee\\_du\\_liberal\\_populisme](http://www.lecourrier.ch/l_udc_ou_l_irresistible_montee_du_liberal_populisme)

Guéniat, O. (2007). *La délinquance des jeunes. L'insécurité en question*. Lausanne, Suisse : Presses polytechniques et universitaires romandes.

Hanson, K. (2008). La question des âges en justice juvénile. *Working Report*, 2, 82-89.  
Récupéré du site :  
<http://www.childsrights.org/html/documents/wr/wrbelarus2008.pdf>

Lazerges, C. (1991). Seuils d'âge et responsabilité pénale en Europe. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, (2), 414-421.

Leleux, C. (2003). Théorie du développement moral chez Lawrence Kohlberg et ses critiques (Gilligan et Habermas). Dans J.-M. Ferry et B. Libois (dir.), *Pour une éducation postnationale* (p. 111-128). Bruxelles, Belgique : Université de Bruxelles. Récupéré le 10 mai 2013 du site :  
<http://users.skynet.be/claudine.leleux/KohlbergPublIDEA.pdf>

Loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs (Droit pénal des mineurs, DPMIn). RS 311.1

Maes, C. (2004). *Quelques aspects de procédure: les âges d'intervention*. Récupéré le 17 janvier 2013 du site : <http://www.dei-belgique.be/admin/doc/trib8-9DEF2.pdf>

Mercier, B. (1997). *Les seuils d'âge dans la législation pénale - vers un rapprochement du statut du mineur et du jeune adulte délinquants* (thèse de doctorat, Université Montesquieu-Bordeaux IV, France). Villeneuve d'Ascq, France : Presses Universitaires du Septentrion.

Nicolino, M. (2005). La puberté normale et pathologique. Récupéré le 17 janvier 2013 du site : <http://imm.univ-lyon1.fr/internat/download/item38.pdf>

Panchaud, A., Ochsenbein, D. et Van Ruymbeke, V. *Code pénal suisse annoté*. (1982). Lausanne, Suisse : Payot.

Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad), adoptés et proclamés par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/112 du 14 décembre 1990. Récupérés du site : [http://www2.ohchr.org/french/law/principes\\_riyad.htm](http://www2.ohchr.org/french/law/principes_riyad.htm)

- Queloz, N. et Bütikofer Repond, F. (2002). Evolution de la justice des mineurs en Suisse. *Déviance et société*, 26(3), 315-328. Récupéré le 17 janvier 2013 du site : <http://www.lsdh.ch/wp-content/uploads/evolution-justice-mineursUniFR.pdf>
- Queloz, N. (2005). Présentation de la nouvelle loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs. Dans *Das neue Jugendstrafrecht - Herausforderung und Chance!* (p. 1-30). Basel, Suisse: Schweizerische Vereinigung für Jugendstrafrechtspflege. Récupéré du site : [http://www.unifr.ch/sdp/Chaire2/alire/Mineurs\\_nv-droit-penal.pdf](http://www.unifr.ch/sdp/Chaire2/alire/Mineurs_nv-droit-penal.pdf)
- Règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing) du 29 novembre 1985. Récupérées du site : [http://www2.ohchr.org/french/law/regles\\_beijing.htm](http://www2.ohchr.org/french/law/regles_beijing.htm)
- Rosenczweig, J.-P. (2009). *Faut-il voter la mort de l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante ?* Récupéré le 17 janvier 2013 du site : <http://www.rosenczweig.com/>
- Stettler, M. (1986). *Avant-projet de loi fédérale concernant la condition pénale des mineurs et rapport explicatif*. Berne, Suisse : Office fédéral de la justice.
- Stettler, M. (1987). Les grandes lignes de l'avant-projet de révision du droit pénal des mineurs. Dans M. Gottraux et M. Bornicchia (dir.), *Prisons, droit pénal: le tournant ?* (p. 184-198). Lausanne, Suisse : Editions d'en bas.
- Veillard-Cybulska, H. (1977). De la répression à la protection des mineurs. Histoire de la délinquance juvénile. Rapport de synthèse. *Recueils de la société Jean Bodin pour l'histoire comparative des institutions*, 38 (4<sup>ème</sup> partie), 112-180.
- Viredaz, B. (n.d.). *Le droit pénal suisse des mineurs : la rigidité des limites de la minorité v. la souplesse de la prise en charge*. Récupéré le 17 janvier 2013 du site : [http://www.unil.ch/webdav/site/esc/shared/Viredaz/Paris\\_publication.pdf](http://www.unil.ch/webdav/site/esc/shared/Viredaz/Paris_publication.pdf)
- Zermatten, J. (2004). La loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs, droit pénal des mineurs ou DPMIn. *Working Report*, 3. Récupéré le 17 janvier 2013 du site : <http://www.childsrights.org/html/documents/wr/2004-3.pdf>

Zermatten, J. (2007). L'Observation générale No10 (2007) du Comité des droits de l'enfant : Les droits de l'enfant dans le domaine de la Justice pour Mineurs. *Bulletin DEI*, 13 (2), 6. Récupéré du site : [http://www.dei.ch/d/article\\_dei.php5936](http://www.dei.ch/d/article_dei.php5936)

## Annexes

### Annexe 1 : prise de position des cantons

CANTON	SEUIL D'ÂGE (ANS)	MOTIVATION <sup>12</sup>
ZH	10	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sens du bien et du mal déjà marqué à cet âge-là</li><li>• Capacité d'un enfant de cet âge à commettre des délits importants</li></ul>
LU	10	<ul style="list-style-type: none"><li>• En raison des expériences récemment faites par les autorités pénales</li></ul>
OW	10	<ul style="list-style-type: none"><li>• Tenir compte du développement intellectuel et physique de l'enfant</li><li>• Capacité à reconnaître le caractère mauvais de ses actions dès cet âge-là</li></ul>
NW	10	<ul style="list-style-type: none"><li>• En raison de l'évolution patente de la consommation de drogues vers un âge de plus en plus précoce</li></ul>
ZG	10	<ul style="list-style-type: none"><li>• Actes délictueux commis par des moins de 12 ans en hausse</li><li>• Mesures éducatives et thérapeutiques plus efficaces si mise en place tôt</li><li>• Sous l'angle du développement psychologique, les poussées pubertaires survenant après l'âge de 12 ans ne favorisent pas la mise en œuvre de mesures éducatives et thérapeutiques</li></ul>
SO	10	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les 10-12 ans commettent des délits dont il ne faut pas sous-estimer la gravité (p.ex. vols)</li><li>• Expériences faites en matière d'éducation au trafic routier, en particulier lorsqu'elle est imposée comme astreinte au travail</li></ul>

---

<sup>12</sup> Traduction libre de l'auteure

<b>BS</b>	10	<ul style="list-style-type: none"> <li>En raison des exemples tirés de l'actualité récente : enfants de moins de 12 ans manipulés par des adultes pour commettre des délits (en Allemagne, bandes de Tsiganes ou enfants dealers)</li> </ul>
<b>SH</b>	10	<ul style="list-style-type: none"> <li>En raison de l'actualité récente : infractions contre la vie et l'intégrité corporelle commises par des enfants de moins de 12 ans</li> <li>Nécessité de protéger l'ordre public</li> <li>Moyens à disposition des autorités de protection de l'enfant parfois insuffisants en matière éducative et n'étant pas dans chaque cas aptes à remplacer une mesure pénale</li> </ul>
<b>TG</b>	10	<ul style="list-style-type: none"> <li>En raison du nombre important de délits commis par des enfants âgés de 10-12 ans, notamment dans le domaine de la circulation routière</li> </ul>
<b>GL</b>	10 ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>Actualité récente ayant montré des cas de grave criminalité chez des enfants de moins de 12 ans (meurtre)</li> <li>Nécessité de protéger l'ordre public</li> <li>Nécessité de corriger l'avant-projet sur ce point sans préciser si le seuil d'âge doit être laissé à 7 ans ou augmenté à moins de 12 ans</li> </ul>
<b>AG</b>	10 - 11	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les jeunes enfants commettent aussi des délits graves</li> <li>Pas d'effet discriminant et injustifié à punir un enfant de moins de 12 ans</li> <li>Autorités pénales plus aptes à ordonner une mesure que les autorités de tutelle car disponibles en tout temps</li> </ul>
<b>VD</b>	11 – 12	<ul style="list-style-type: none"> <li>D'une part, difficulté à fixer le seuil de l'adolescence (déterminant pour l'action pénale), variable selon les enfants : bon nombre de préados de 11 ans sont encore immatures p.ex.</li> <li>D'autre part, délinquance grave de plus en plus précoce constatée dans l'actualité récente</li> </ul>
<b>BE</b>	12	aucune



<b>SG</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Passage de l'école primaire au niveau secondaire se produisant normalement à cet âge-là</li> <li>• Toutefois, une entrée en puberté dès l'âge de 10 ans peut susciter des comportements problématiques de type pénal</li> </ul>
<b>AR</b>	12	aucune
<b>NE</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Passage de l'école primaire à l'école secondaire (faculté d'apprécier le caractère illicite de son acte)</li> <li>• Dans la pratique, peu d'enfants de moins de 12 ans dénoncés au juge pénal et convoqués en audience</li> </ul>
<b>JU</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limite au-delà de laquelle l'enfant prend son envol, devient plus autonome et se distancie de ses parents</li> <li>• Peu d'actes, et de faible gravité, commis par des enfants de moins de 12 ans ; gestion de ces cas par les autorités civiles suffisante</li> </ul>
<b>GR</b>	12?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Doutes sur la nécessité de relever le seuil de 7 à 12 ans</li> <li>• Si cela devait être le cas, prévoir une possibilité de différencier entre les 12-15 ans et les 15-18 ans, afin de pouvoir réagir plus sévèrement aux délits plus graves commis par la seconde tranche d'âge</li> </ul>
<b>TI</b>	14	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus logique et opportun de porter cette limite à 14 ans car la pratique montre que les actes commis avant cet âge ne relèvent pas du domaine pénal et ne justifient pas l'intervention des autorités pénales</li> </ul>

## Annexe 2 : prise de position des partis politiques

<b>PARTI POLITIQUE<sup>13</sup></b>	<b>SEUIL D'ÂGE (ANS)</b>	<b>MOTIVATION<sup>14</sup></b>
<b>LdU</b>	10	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intervention pénale précoce nécessaire en raison de l'augmentation de la violence scolaire impliquant des auteurs toujours plus jeunes</li> </ul>
<b>FDP</b>	12?	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favorable à une augmentation du seuil d'âge, tout en estimant que 12 ans est une limite un peu élevée</li> <li>Souligne la difficulté de fixer un seuil d'âge en matière juridique</li> </ul>
<b>CVP</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chiffres de la délinquance des jeunes enfants négligeables</li> <li>Mesures civiles de protection suffisantes</li> </ul>
<b>SP</b>	12?	<ul style="list-style-type: none"> <li>12 ans au moins : les pays européens ont pour la plupart fixé ce seuil à 14 ans, en tenant plus ou moins compte de la fin de l'école obligatoire</li> <li>Les sanctions prises en réalité à l'encontre d'enfants de moins de 12 ans relèvent peu des objectifs éducatifs et protecteurs poursuivis par le droit pénal des mineurs</li> </ul>
<b>SVP</b>	12?	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas de nécessité à remonter le seuil d'âge actuel de 7 ans : toutefois ne s'opposera pas à le fixer à 12 ans si une majorité du Parlement doit y être favorable</li> <li>Nécessité de prévoir une réaction pénale adaptée au jeune âge des auteurs : la délinquance grave (à l'école ou sur le domaine public) commise par de jeunes enfants est en augmentation</li> </ul>

<sup>13</sup> Cité selon la langue utilisée dans la procédure de consultation

<sup>14</sup> Traduction libre de l'auteure

PLS	?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ne se prononce pas sur la question de l'augmentation du seuil d'âge</li> </ul>
-----	---	---

### Annexe 3 : prise de position des organisations intéressées

ORGANISATION <sup>15</sup>	SEUIL D'ÂGE (ANS)	MOTIVATION <sup>16</sup>
<b>Schweizerische Beratungsstelle für Unfallverhütung (bfu)</b>	7	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les enfants de moins de 12 ans transgressent souvent les règles de comportement dans le trafic : nécessité de pouvoir sanctionner dans un but de prévention spéciale et générale</li> </ul>
<b>Schweizerischer Handels-und Industrieverein (Vorort)</b>	7	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le juge a suffisamment de flexibilité pour traiter des circonstances particulières propres à chaque cas</li> <li>L'âge de 7 ans n'a jamais posé problème jusqu'à ce jour</li> <li>Face aux problèmes posés par des bandes de jeunes ou pour répondre aux violences dans un contexte scolaire, le catalogue d'actions à disposition du juge se trouverait amoindri par un seul d'âge plus élevé</li> <li>Transfert des tâches vers les autorités civiles</li> </ul>
<b>Schweizer Katholischer Frauenbund</b>	7-10	aucune
<b>Bund Schweizer Frauenorganisationen (BSF)</b>	8-10	<ul style="list-style-type: none"> <li>Actualité délictueuse de jeunes enfants (Suisse, Grande-Bretagne, Brésil)</li> <li>Aide des autorités tutélaires ou de protection de la jeunesse souvent trop tardive ou inadéquate pour les actes délictueux de nature pénale</li> <li>La conscience de la faute ne se développera pas bien si la procédure pénale n'intervient qu'à 12 ans</li> <li>Effet éducatif de la pression pénale, y compris pour les parents</li> </ul>

<sup>15</sup> Citée selon la langue utilisée dans la procédure de consultation

<sup>16</sup> Traduction libre de l'auteure

<b>Christlich-nationaler Gewerkschaftsbund (CNG)</b>	10	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Effet éducatif du système de sanctions prévu</li> <li>• La procédure pénale peut être suspendue et ne débouche pas nécessairement sur une sanction</li> <li>• On peut attendre d'enfants de cet âge qu'ils aient le sens du bien et du mal</li> </ul>
<b>Evangelischer Frauenbund der Schweiz (EFS)</b>	10	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grave criminalité infantile à l'étranger</li> <li>• Doutes face à l'efficacité des mesures proposées (avis aux parents, autorités civiles et de tutelle)</li> <li>• Âge adapté entre l'enfance et l'adolescence</li> </ul>
<b>Jugendheim Platanenhof</b>	10	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au début de la puberté, les problèmes des jeunes sont déjà importants</li> <li>• Actualité étrangère concernant des délits graves par de jeunes auteurs</li> <li>• Autorités civiles souvent dépassées</li> </ul>
<b>Jungliberale Bewegung der Schweiz</b>	10	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Saisir les autorités pénales à 12 ans serait trop tardif</li> <li>• Les autorités pénales ont avant tout des tâches éducatives plutôt que répressives</li> <li>• Si les parents punissent eux-mêmes, les autorités pénales peuvent renoncer à une sanction</li> </ul>
<b>Konferenz der Kantonalen Polizeikommandanten der Schweiz</b>	10	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Actualité étrangère concernant des délits graves par de jeunes auteurs</li> <li>• Besoin de protection des enfants contre d'autres enfants</li> <li>• Âge d'entrée dans la délinquance en nette baisse</li> <li>• Doutes quant à l'efficacité comparée de mesures civiles pour les moins de 12 ans face à des mesures de type pénal</li> </ul>
<b>Arbeitsgruppe der Leitungen der Institutionen weiblicher Jugendlicher (LIWJ)</b>	10	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'âge du début de la puberté marque une césure : au-delà, les difficultés des jeunes s'expriment davantage sous forme d'actes délictueux</li> <li>• Les autorités civiles sont souvent débordées lorsqu'il s'agit de prendre ou de soutenir des mesures éducatives</li> </ul>

<b>Schweizerische Konferenz für öffentliche Fürsorge (SKÖF)</b>	10	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les actes délictueux commis par de jeunes enfants vont augmenter à l'avenir</li> <li>• Les coûts des mesures de placement ordonnées selon le CPS sont pris en charge par les cantons alors que ceux issus de mesures civiles échoient aux communes</li> </ul>
<b>Conférence romande des directeurs d'institutions d'éducation (CRDIE)</b>	10-12	<p>Avis partagés au sein de la CRDIE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Certains pour 12 ans</li> <li>• D'autres pour 10 ans : meilleure protection des mineurs permettant une prévention plus efficace (notamment face aux adultes qui pourraient les utiliser à des fins criminelles, p.ex. dealers)</li> </ul>
<b>Défense des Enfants International (DEI)</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (ratification prochaine attendue), notamment de l'art.40 ch.3 lit a</li> </ul>
<b>Demokratische Juristinnen und Juristen der Schweiz</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Infractions commises par les moins de 12 ans rares et peu graves</li> <li>• S'adapter à la législation déjà en vigueur dans d'autres pays d'Europe</li> </ul>
<b>Eidgenössische Kommission für Jugendfragen</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Seuls 5% des enfants de moins de 12 ans commettent une infraction; 90% d'entre eux reçoivent une réprimande</li> <li>• Le domaine des moins de 12 ans doit être laissé à l'autorité parentale avec possibilité de signaler le cas aux autorités civiles</li> <li>• Âge charnière où l'enfant acquiert davantage d'autonomie et d'indépendance</li> <li>• Plus nécessaire de distinguer entre enfants et adolescents</li> </ul>
<b>Föderation der Schweizer Psychologen (FSP)</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bases cognitives de l'enfant de moins de 12 ans sont trop rudimentaires voire inexistantes en ce qui concerne un seuil de majorité pénale</li> <li>• Appliquer des mesures de type civil aux enfants de moins de 12 ans est plus adapté à leur développement cognitif à condition de professionnaliser les autorités compétentes (y compris dans les campagnes)</li> </ul>

<b>Institut suisse de police</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limite moyenne de l'école primaire</li> </ul>
<b>Mouvement ATD Le quart Monde</b>	12	aucune
<b>Schweizerischer Anwaltsverband</b>	12	aucune
<b>Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände (SAJV)</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En accord avec les arguments de la Commission d'experts</li> <li>• A condition que les autorités civiles soient allégées de leur surcharge de travail et suffisamment compétentes pour prendre en charge les jeunes de moins de 12 ans</li> </ul>
<b>Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Höheren Fachschulen für Sozialpädagogik</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Alignement sur la pratique en cours : les enfants de moins de 12 ans ne sont en pratique ni sanctionnés ni objets de mesures pénales</li> </ul>
<b>Schweizerische Vereinigung für Jugendstrafrechtspflege</b>	12	Avis partagés au sein de l'association : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Majorité pour 12 ans</li> <li>• Minorité pour 14 ans : les infractions commises entre 12 et 14 ans sont en petit nombre et peu graves</li> <li>• Minorité pour 10 ans : les autorités civiles, à la différence des autorités pénales, ne sont pas disponibles 24 heures sur 24</li> </ul>
<b>Schweizerischer Verband für erziehungsschwierige Kinder und Jugendliche</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A condition que la Confédération mette suffisamment de moyens à disposition pour améliorer les structures civiles et développer leur professionnalisation (prise en charge des moins de 12 ans)</li> </ul>
<b>Schweizerische Stiftung Pro Juventute</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En raison du développement psychologique de l'enfant</li> <li>• Les délits commis par de jeunes enfants sont très rares</li> <li>• Des mesures pédagogiques de type civil sont suffisantes pour</li> </ul>

		traiter des infractions commises par de très jeunes enfants
<b>Vereinigung Schweizerischer Kinder- und Jugendpsychologen (SKJP)</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>En raison du développement psychologique de l'enfant</li> </ul>
<b>Comité vaudois du 14 juin/ Schweizerischer Verband für Frauenrechte</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les enfants en âge de scolarité primaire n'occupent que rarement les autorités pénales, la plupart du temps pour des bagatelles</li> </ul>
<b>Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft</b>	12	<p>L'âge de 12 ans procède d'une pesée d'arguments en partie contradictoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les mesures pédagogiques et thérapeutiques doivent être prises le plus tôt possible pour éviter de s'installer dans la déviance ; les organes pénaux sont plus professionnels que les autorités civiles des régions rurales (laïques) ; pour des questions de coûts, les expertises en milieu hospitalier ne sont que très rarement demandées, prônant ainsi la prise de mesures civiles efficaces</li> <li>Le seuil d'âge doit être fixé en fonction de l'existence du sens du bien et du mal chez le jeune ; ce dernier doit pouvoir comprendre, au besoin en y étant aidé, l'instruction et la procédure ; intervenir trop tôt risque de stigmatiser et d'étiqueter le jeune comme criminel, avec pour risque corollaire de favoriser une carrière délinquante</li> </ul>
<b>Verein Aktiver Staatsbürgerinnen Zürich/ Schweizerischer Verband für Frauenrechte</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour les rares délits commis par des enfants plus jeunes, la prise de mesures civiles suffit amplement</li> </ul>
<b>Zürcher Frauenzentrale</b>	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour les rares délits commis par des enfants plus jeunes, la prise de mesures civiles suffit amplement</li> </ul>



<b>Eidgenössische Kommission für Frauenfragen</b>	au moins 12	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Seuil d'âge approprié</li> </ul>
---	-------------	---